



La Commune



La pauvreté au coin de la rue

France

En ce mois d'octobre, les " plans sociaux " s'accroissent, n'épargnant aucun secteur d'activité, aucune région .
Combinés à l'augmentation des petits boulots, à l'intérim, au travail précaire et au chômage en hausse constante, ils aboutissent à plonger des millions d'êtres humains dans la misère, une gangrène qui gagne le pays tout entier. Tour d'horizon de la pauvreté en bas de chez nous.

Au moment où nous écrivons, Claude Bebear, patron d'Axxa, le même qui a déclaré en septembre : " la sécurité sociale rend les gens paresseux " est entendu par la mission d'information de l'Assemblée nationale sur les "rémunérations considérées comme excessives". Après lui, ce sera le tour de J.J. Messier, ex-patron de Vivendi Universal, qui vient d'obtenir d'un tribunal américain 20,6 millions d'euros d'indemnités de départ. Au même moment, Pierre Bilger, ex PDG d'Alstom accepte de rendre les 3,8 millions d'euros qu'il avait déjà touchés avant de partir.

La caissière de Carrefour ou d'Intermarché licenciée pour quelques erreurs de caisse part, elle, sans un centime, pour faute grave. Pierre Bilger, qui rend l'argent car la chute d'Alstom le contraint à faire profil bas, avait touché quant à lui près de 3 siècles de SMIC. Jean - Marie Messier, plus de 1500 ans de SMIC. Cherchez l'erreur.

Selon les données de l'INSEE, reprises par l'Observatoire national de la pauvreté dans son rapport 2001 - 2002, on comptait en France 1,8 million de ménages pauvres en 1997, soit 7% de l'ensemble des ménages et un total de 4,5 millions de personnes ⁱ.
La pauvreté, officiellement, est définie par le fait de disposer d'un revenu inférieur à 60% du revenu médian ⁱ.

On obtient, selon ces critères, qu'il existe 13,4% de ménages pauvres, soit 3,1 millions de ménages et 8,2 millions de personnes.

Ces données ne comptabilisent ni les loyers fictifs (revenu implicite d'un ménage propriétaire) ni les revenus du patrimoine non-imposables. Si l'on intègre ces revenus, la part des ménages pauvres passe à 7,9% (5,5 millions de personnes), avec un seuil de 50% du revenu médian et 14,8% (9,5 millions de personnes) avec un seuil de 60%. Cela donne donc une fourchette entre 4,5 et 9,5 millions de pauvres en France, mais comme le dit Pierre Concialdi, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales, c'est systématiquement le chiffre le plus bas qui est préféré officiellement...

Il convient de rappeler ici que, selon le ministre des Affaires sociales, 3,3 millions de personnes étaient allocataires d'un minimum social fin 2001 et 6,1 millions vivaient de ces allocations, dont un million du RMI, (soit 10% de la population).

Un million d'enfants pauvres.

La France compte entre un et deux millions d'enfants pauvres, selon les critères utilisés. Ainsi, selon l'INSEE, ⁱ 8% des moins de 18 ans vivent dans une famille pauvre, si l'on situe le seuil de pauvreté à 50% du revenu médian. Mais ils sont deux fois plus nombreux (18%), si on choisit le seuil de 60% du revenu médian comme le fait la Dress, la Direction de la recherche du Ministère de la Santé.

Le taux de pauvreté des enfants est donc plus élevé que celui de l'ensemble des ménages français, qui atteint 16% selon la Dress. ⁱ Ce phénomène s'explique par le fait que, les ménages les plus pauvres étant aussi ceux qui ont le plus d'enfants, les revenus du ménage sont à partager entre davantage de personnes, ce qui appauvrit l'ensemble du ménage.

On peut s'imaginer aisément les nombreuses répercussions de cet état de fait, en particulier sur la santé : ces enfants pauvres souffrent davantage de surpoids ou d'obésité que le reste des enfants (21% contre 15%).

Au train où vont les choses, et si rien n'est fait pour mettre un coup d'arrêt à la progression de la misère, nous n'aurons bientôt plus grand chose à envier à l'Angleterre de Tony Blair.

C'est ainsi que, d'après une étude récente de l'ONG britannique Save the Children, 9% des enfants de 16 ans et moins connaissent une situation "persistante et sévère" d'extrême pauvreté ⁱ.

Enfin, faut-il rappeler que, n'en déplaise aux féministes qu'on n'entend que bien rarement, sinon jamais, sur ce thème, les femmes continuent à percevoir, en moyenne, des salaires inférieurs de 27% à ceux des hommes, à travail égal.

Quant aux salariés, insistons sur ce chiffre (INSEE) qui n'a pas l'honneur des médias : un salarié sur deux touche moins de 7500 F par mois. Oui, la pauvreté est au coin de la rue et il faudra bien, tôt ou tard, y mettre un terme.

Voir aussi dans la catégorie **Dossiers**



Dossier La Commune de Paris 150e anniversaire

Notre journal La Commune propose à ses lecteurs deux dossiers consacrés au 150e anniversaire de la Commune de Paris : le premier, dans le numéro 127, retrace, à la lecture de La Guerre civile en... >>



Dossier santé

30 004 morts : le bilan du COVID-19 en France est le résultat de 40 ans d'attaques de l'hôpital public ! TOUS COUPABLES ET RESPONSABLES ! En France, la population paye un très lourd tribut humain,... >>



Le projet Macron de réforme des retraites en 10 questions-réponses

L'histoire de notre système de retraites par répartition, celle de sa casse, des « réformes » successives et des discours qui les accompagnent, est essentielle pour comprendre le projet Macron,... >>



Qu'est-ce que l'Union européenne ?



Première partie Nous sommes partisans de la rupture avec l'Union européenne et ses institutions. Nous militons pour l'abrogation des traités dit « européens » et inconditionnellement pour «... »

Un VRAI travail Un VRAI salaire



Comment naît le besoin d'un parti des travailleurs

« Personne ne nous représente ». Cet ouvrier de Roubaix sollicité par le Point 1 à propos des élections exprime la sensation de millions de salariés. Beaucoup de gens ne supportent plus ces... »



Pourquoi militer avec La Commune ?

Notre journal La Commune paraît depuis bientôt vingt-cinq ans. Notre site web met à la disposition de tous quinze années d'archives (articles - documentation - lettres d'information -... »